Publié le 30 juin 2017

Europe : priorité aux investissements et à la cohésion économique et sociale

L'édition 2017 du Sommet de services publics organisé par le Centre européen des entreprises publiques (CEEP) a eu lieu le 28 juin à Bruxelles, en ouverture de l'Assemblée générale du CEEP qui s'est tenue le lendemain.

Réunissant de nombreux acteurs institutionnels ainsi que des représentants de la société civile autour des membres du CEEP, cette journée de débats a été l'occasion d'aborder plusieurs thématiques fondamentales : avenir de services publics, socle des droits sociaux et dialogue social, croissance économique et création d'emplois, ainsi que l'avenir de l'Europe.

Dans un message vidéo, le président du Conseil de l'Union européenne, **Donald Tusk**, a affirmé que les services publics se trouvent au cœur de la société européenne, alors même qu'ils apparaissent particulièrement vulnérables aux défis de l'avenir. Afin de maintenir leur rôle central associé à un haut niveau de qualité, plusieurs priorités doivent ainsi être réaffirmées : réaffirmer le rôle et les missions des collectivités locales, apporter un soutien financier renforcé aux services essentiels tels que le logement social, associer de manière étroite les citoyens et en particulier les plus jeunes aux processus de décision de l'Union européenne.

D'autre part, les exigences de l'Europe sociale doivent tenir compte des effets de la globalisation, en particulier via la mise en œuvre d'un "socle européen des droits sociaux" porté par **Marianne Thyssen**, commissaire européenne en charge de l'emploi et des affaires sociales. Dans ce contexte, les fournisseurs de services publics apparaissent comme les acteurs essentiels de sa mise en œuvre, permettant d'assurer la cohésion économique et sociale au service des citoyens, ce qu'a confirmé le président de la Conférence européenne des syndicats (CES), **Rudy de Leeuw**.

Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne pour le dialogue social et l'euro, a ensuite insisté sur le rôle crucial des services publics pour la croissance économique. Dans ce contexte, **Karl-Heinz Lambert**, vice-président du Comité de régions, a plaidé en faveur d'un renforcement de la capacité d'investissement des fournisseurs de services publics au niveau européen, permettant un meilleur équilibre entre leur capacité d'action et la politique budgétaire des collectivités locales.

Alors que l'avenir de l'Europe se révèle incertain (Brexit, isolationnisme montant des Etats-Unis), **Klaus Welle**, secrétaire général du Parlement européen, a souligné paradoxalement les opportunités que constituent ces difficultés pour l'Union européenne, et en particulier une grande liberté de décision sur les choix fondamentaux en matière de services publics.